

Interdisciplinarité, idéologie et nouvelles pédagogies.

De la même façon que l'internationalisme n'est pas contre les nations, l'interdisciplinarité n'est pas, à première vue, contre les disciplines puisqu'elle suppose leur existence pour se développer. Mais il arrive à l'internationalisme, socialiste ou non, d'être détruit et miné par une réalité qui, bien qu'opposée, lui ressemble suffisamment pour qu'on puisse les confondre. Cet ersatz de l'internationalisme est la mondialisation néolibérale qui s'attaque directement aux Etats-nations et à la souveraineté populaire. De la même façon, l'interdisciplinarité s'est transformée subrepticement dans le discours des pseudo-réformateurs en tout autre chose : elle est devenue ce qu'on pourrait nommer une espèce d'anti-disciplinarité, même si l'appellation première s'est conservée. Le principe de cette fausse interdisciplinarité prend un double visage : d'abord, une totale et apparemment souriante confiance accordée aux élèves censés construire par eux-mêmes leurs savoirs mais aussi, un rejet revendicatif et grimaçant de toute autorité professorale fondée sur un savoir attesté dans un domaine précis et reconnu officiellement par une institution étatique. Le constructivisme est, à bien des égards, à la pédagogie ce que la mondialisation néo-libérale est à la politique : une forme de « laisser-faire » destructeur qui profite essentiellement à ceux qui désirent récupérer, en éliminant au préalable tous les obstacles qui se dressent sur leur chemin, un promoteur « marché » - celui de l'éducation qui reste trop nationale à leur goût.

De la même façon qu'un Etat-nation peut devenir autoritaire, endoctriner ses citoyens et créer des conflits, une autorité professorale peut certes devenir abusive et une école tourner le dos à des principes de liberté ainsi qu'à une déontologie du savoir et du mérite. Bien des néo-libéraux ont développé leur doctrine en constatant au milieu du XXe siècle que l'Etat-nation pouvait accueillir des régimes totalitaires - nazi ou stalinien - et nos néo-pédagogues actuels sont les héritiers de ceux qui, pour des raisons souvent respectables, ont voulu lutter contre une école inégalitaire où les enfants de famille pauvre ne trouvaient pas toujours bienveillance et soutien réel pour continuer leurs études. Mais c'est une erreur identique à celle consistant à croire que l'Etat-nation produit nécessairement autoritarisme et totalitarisme que de penser que l'institution publique de l'école produit les aberrations à quoi on la réduit parfois caricaturalement.

Il ne faut pas se tromper de combat, ni d'époque : s'attaquer comme c'est le cas actuellement aux disciplines, c'est détruire un des fondements d'une institution scolaire au prétexte que cette dernière a eu des moments moins glorieux. Jean-Claude Milner dans *De l'école*, ouvrage fondamental qui date de 1984 précise bien les choses. Il est très éclairant de le citer de nouveau précisément.

"Parler d'école, c'est parler de quatre choses.

1. Des savoirs. 2. Des savoirs transmissibles. 3. Des spécialistes chargés de transmettre des savoirs. 4. D'une institution ayant pour fonction de mettre en présence d'une manière réglée, les spécialistes qui transmettent et les sujets à qui on transmet. Chacune de ces quatre choses est nécessaire, en sorte que c'est nier l'existence de l'école que de nier l'une d'entre elles."

Il y aurait beaucoup à dire sur ces quatre points dont on voit bien qu'ils sont tous, d'une façon ou d'une autre, mis à mal par les dernières pseudo-réformes qui ont dérégulé l'école en France, comme d'ailleurs dans d'autres pays. Mais si on met l'accent sur la spécialisation disciplinaire qui permet au savoir de se développer, d'être transmis et de former justement des professeurs, il est clair que la conception de l'interdisciplinarité définie de façon agressive, pédante et

désinvolte, par exemple, par le *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation*¹ est une négation de l'instruction publique. La définition donnée est la suivante : l'interdisciplinarité est "une modalité pédagogique destinée à se substituer plus ou moins aux disciplines dont le découpage arbitraire ne correspond plus à l'identité actuelle des nouveaux savoirs"². C'est, au fond, une telle conception qui préside à la contre-réforme du collège.

Simple contresens de très maladroits et inconséquents réformateurs soucieux malgré tout des élèves ? Ou bien cynisme grossier qui s'habille des vêtements du progressisme et se présente de surcroît, non sans une certaine fatuité, comme étant en phase avec les dernières découvertes scientifiques ? Encore une fois, l'interdisciplinarité dans la définition des « nouveaux savoirs » est évidemment présente. Cependant, une chose est de former des élèves aux éléments du savoir qu'ils n'ont pas encore acquis, autre chose est la mobilisation des différentes connaissances disciplinaires une fois acquises dans une logique de découverte scientifique. Confondre les deux en pédagogie, c'est mettre la charrue avant les bœufs, rendre plus difficile l'apprentissage des éléments du savoir en demandant aux élèves qui ne les maîtrisent pas encore, de les faire jouer ensemble ; enfin, c'est fermer la porte de la recherche à ceux qui n'auront eu ni le temps, ni l'occasion d'assimiler des bases leur permettant d'aller plus loin. Cela ne signifie pas qu'une perspective globale soit toujours mauvaise en pédagogie : parfois c'est la présentation d'un ensemble dont les parties n'ont pas été précisément expliquées qui conduit un élève à progresser dans la compréhension mais user de cette méthode systématiquement en brisant la logique disciplinaire, c'est dogmatiquement imposer une perspective dont on voit rapidement les limites. Car il est besoin à la fois de connaissances disciplinaires précises et d'une vision d'ensemble qui donne sens à toutes ses connaissances le moment venu et qui permet de faire jouer ensemble des éléments qui ont été appris séparément.

Pourquoi dès lors cette fausse querelle de l'interdisciplinarité ? Pourquoi la belle idée d'interdisciplinarité dont Edgar Morin, par exemple, a su si bien parler prend-t-elle l'allure d'une machine de guerre contre les disciplines constituées ?

L'enjeu n'est pas didactique mais, en un sens politique et, en dernière instance, économique. Les nouvelles pédagogies fournissent, quelles que furent leurs intentions initiales, l'outillage idéologique idéal pour ceux que le « monopole » de l'éducation par l'Etat gêne dans leurs visées. La collusion entre certains néo-pédagogues et certains néolibéraux est forte depuis des années et on ne s'étonnera plus d'avoir dans le même gouvernement Emmanuel Macron et Najat Vallaud-Belkacem : c'est la même tendance politique, même si certains tentent de nous faire croire qu'il y aurait d'un côté une aile droite du P.S. et de l'autre, une aile gauche avec une avancée progressiste portée notamment par le ministère de l'éducation nationale. N'est-il pas clair pourtant que continuer à miner et à dépouiller l'école publique permettra d'alléger la dette de l'État – argument suprême ! - d'ouvrir de nouveaux marchés et de dynamiser ainsi - paraît-il - l'économie ? Qui expliquera, en effet, aux enfants des familles modestes et des classes moyennes qui s'appauvrissent qu'on n'a pas besoin de trop de personnes bien formées, pourvues de vrais diplômes pour que l'économie tourne bien ? Qui ira leur dire qu'au lieu d'avoir un collège qui leur accorde une substantielle nourriture, ils devront maintenant être nourris aux E.P.I. (Enseignement Pratique Interdisciplinaire), sorte de soupe populaire faite de petits morceaux attrapés à droite et à gauche ?

1 De Philippe Champy et Christiane Etévé, collection Les usuels Retz, 1994.

2 C'est nous qui soulignons.

On nous objectera peut-être qu'une place plus grande consacrée à des travaux pratiques est mieux adaptée à des « nouveaux publics » qui n'avaient pas accès avant à des études approfondies. Le sociologue Jean-Pierre Terrail souligne³ à quel point ce thème est erroné. Les conseillers du ministre de l'éducation nationale en sont toujours à penser que les classes populaires sont plus à l'aise dans les notices d'appareil ménager que dans les concepts, et que l'accès à l'abstraction est plus lent chez le peuple que chez les nantis. L'idée que le "concret" est plus facile à maîtriser que l'abstrait pour des esprits qu'on suppose peu enclins aux études, est vraiment sujette à caution. Du point de vue méthodologique, affirmer que le « concret » précède toujours l'abstrait est une erreur. C'est le concept qui éclaire et structure le concret, et non l'inverse. Descartes souligne à quel point l'ordre de la connaissance et de la découverte ne peuvent être assimilés à l'ordre de la présentation des phénomènes naturels eux-mêmes. C'est une des bases de la réflexion épistémologique que de considérer qu'il est nécessaire le plus souvent de rompre avec l'expérience immédiate pour arriver à construire le savoir. Aussi contre un mépris de classe combinée à une confuse appréhension du « concret » dans son rapport à l'apprentissage et au savoir, il faut rappeler qu'on n'est pas moins logique parce qu'on est plus pauvre, qu'on est aussi capable de raisonnement abstrait lorsqu'on vient de quartiers populaires que lorsqu'on vient du centre-ville et qu'un passage plus ou moins poussé par l'abstraction est une étape nécessaire pour mieux appréhender la réalité concrète, y compris dans les filières professionnelles et techniques.

D'ailleurs cette promotion irréfléchie du « pratique » et du « concret », si elle était un tant soit peu sincère et cohérente, devrait aboutir à une valorisation réelle des filières qui sont censés s'y consacrer le plus. Or, force est de constater que c'est l'inverse qui se réalise avec la disparition dans l'école publique de nombreuses classes technologiques et professionnelles et il n'est pas rare que de bons élèves de troisième qui demandent un lycée professionnel se le voient refuser au prétexte justement qu'ils ont un bon niveau. Si on désire désigner les filières « pratiques » comme celles des élèves, par définition, en échec, on ne s'y prendrait pas autrement. Il est vrai que ces filières – en dehors des STT, ces anciennes filières G qui ne rendent pas indispensables la mise en place d'onéreux ateliers munis de machines adaptées aux nouvelles façons de travailler – coûtent beaucoup plus cher que les filières généralistes. On le voit, les objectifs économiques ont intérêt à s'appuyer sur les approximations et les erreurs de certains idéologues qui se font passer pour des experts en sciences de l'éducation. Pour être sûr d'endormir les enfants du peuple et leurs parents, le comble du raffinement est de recourir à des procédés incohérents et des méthodes absurdes⁴ qui vont au rebours du but hypocritement affiché. Les belles déclarations d'une école qui va vers plus d'égalité dissimulent mal le mépris de la classe ouvrière, des familles modestes et, finalement de tous les élèves, quelle que soit leur origine sociale, que l'école républicaine a pour vocation d'accueillir et de traiter à égalité.

Qui dira, enfin, aux familles de notre pays que les mêmes qui sèment la confusion au collège et en primaire, rêvent de généraliser leurs méthodes et leurs réformes mirifiques au lycée dans lequel elles se font, malheureusement, déjà sentir ? Ceux qui ont quelque lucidité sur ce qui se

3 Voir Jean-Pierre Terrail parlant de cette erreur à propos de la remédiation dans *Ecole, l'enjeu démocratique* (La Dispute, 2004), également dans *De l'inégalité scolaire* (2002) et dans son dernier ouvrage : *Pour une école de l'exigence intellectuelle. Changer de paradigme pédagogique*, (La dispute, 2016).

4 Le texte de J Barzun : "L'ardent désir d'être absurde", de 1969 reste sur ce point toujours éclairant pour comprendre les réformes depuis une quarantaine d'années, tant il est vrai que l'appareil idéologique des néo-pédagogues et des pseudo-réformateurs qui s'en inspirent ne s'est guère renouvelé depuis les années 70 : <http://www.sauv.net/barzun.php>

passé à l'école, ne devront-ils pas déboursier sur le nouveau marché de l'éducation qu'une telle réforme ouvre, une somme non négligeable pour tenter de remédier aux lacunes programmées de l'école publique ? D'autant que la diète à laquelle leur enfant risque d'être réduit dans l'Éducation Nationale est le plus souvent combinée, pour faire passer le régime drastique, à une bonne dose de moraline⁵ bien indigeste.

L'idéologie, l'art de cacher des intérêts particuliers derrière un discours de l'intérêt général, présente la pseudo-réforme du collège comme un progrès de l'égalité, une promotion des élèves en difficulté et une façon de prendre en considération les demandes des parents. En vérité, ces mesures inégalitaires vont mettre encore plus en difficulté les élèves fragiles et, finalement, elles se moquent de l'intérêt réel de tous ceux qui désirent tout simplement que l'école publique fasse son travail : instruire et former de futurs citoyens.

Didier Guilliomet

5 Pour reprendre, l'expression de Nietzsche qui désigne un discours moralisateur, hypocrite et plein de ressentiment.